



Communiqué de presse le 12 décembre 2010

LGV PACA : Optimisme ou pessimisme

Le Débat Public sur l'opportunité de la LGV PACA a confirmé l'absolue nécessité de disposer dans notre région d'une ligne à grande vitesse servant de deuxième infrastructure ferroviaire pour accéder à Nice et à l'Italie. Ligne qui devrait aussi permettre de développer les trains au quotidien tout en respectant l'environnement remarquable de la région Provence Alpes Côte d'Azur.

Ensuite une décision politique a été prise par le Gouvernement concernant le choix du scénario des Métropoles desservant Marseille, Toulon et Nice. Début 2011, différents Bureaux d'Etudes devraient être en mesure de réaliser les études approfondies permettant de définir le programme ferroviaire à l'horizon 2040 et le projet qui sera réalisé en 2023, puis de définir une bande de passage d'environ 500 m pour la ligne nouvelle ainsi que les aménagements nécessaires des lignes classiques, avec comme objectif de présenter l'ensemble à l'Enquête d'utilité publique en 2014-2015.

Réseau Ferré de France a présenté au Conseil régional PACA diverses dispositions tenant compte de souhaits communs à savoir : réaliser, en parallèle de la construction de cette ligne, une modernisation du réseau ferroviaire classique pour assurer l'ensemble des déplacements au quotidien, réduire les temps de parcours entre les grandes agglomérations de la région tout en permettant à Nice d'accéder au réseau à grande vitesse et tout cela avec comme objectif une mise en service en 2023 pour la ligne nouvelle et le respect de l'horizon 2040 pour le reste.

Cet ensemble de propositions a fait l'objet d'une délibération en plénière du Conseil régional et votée par les élus le vendredi 10 décembre 2010. La décision de s'abstenir d'un des Groupes a été motivée par « *le choix du tracé des Métropoles sur lequel va porter les études, tracé qui porte en lui des risques non négligeables en terme de faisabilité, de destruction de l'environnement, de coûts et de durée de réalisation* ». On remarquera le silence éloquent des promoteurs de ce tracé qui, à présent, posent en public la question de savoir comment et qui va payer les 15 milliards nécessaires dans une période dite de crise. Ils oublient que le choix qu'ils ont fait en juin 2009, est en partie responsable du coût élevé de ce projet. Nous souhaiterions leur demander : pourquoi ce qui est possible en Bretagne, dans le Sud Ouest et bientôt en Auvergne ne pourrait l'être en PACA ? Ne serait-ce pas une manière élégante de reconduire le refus des années 90 ? La question est posée et les critiques de l'ancien Préfet de Région ne font qu'attiser cette crainte.

Notre Association demande aux cofinanceurs qui n'ont pas encore signé la convention d'études, de le faire rapidement afin que ces études puissent commencer début 2011 et qu'il soit défini, au plus vite, un tracé convenable avec comme objectif une mise en service en 2023, date que nous estimons déjà trop lointaine.

« *Plus le temps passe, plus les choses deviennent difficiles à réaliser. Ce que l'on fait aujourd'hui, on ne pourra plus le faire dans 40 ans* » rappelait justement à la Presse, il y a quelques jours, le Président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Alain PATOUILLARD

Association TGV et Développement Var Nice Côte d'Azur.